vinetur

L’Irish Whiskey Association exhorte l’Irlande à réduire de 10 % les droits d’accise sur les spiritueux dans le budget 2027

Le groupe sectoriel affirme que la hausse des coûts de l’énergie, du fret maritime et de l’eau pèse sur les distillateurs malgré 930 millions d’euros d’exportations.

mercredi 23 septembre 2026



L’Irish Whiskey Association a indiqué mardi qu’elle souhaite que le gouvernement irlandais réduise de 10 % les droits d’accise sur les spiritueux dans le budget 2027 et apporte un soutien ciblé aux exportateurs et aux distillateurs, alors que le secteur fait face à des coûts plus élevés de l’énergie, de la logistique et de l’eau.

L’association, qui représente le secteur via Drinks Ireland, a publié sa contribution prébudgétaire alors que le gouvernement prépare le prochain paquet fiscal. Elle a indiqué que l’Irish whiskey demeure une exportation agroalimentaire majeure, mais a estimé que la hausse des coûts d’exploitation et un environnement commercial plus incertain mettent les producteurs sous pression, en particulier les petites distilleries et les entreprises des zones rurales.

Selon le groupe, les exportations d’Irish whiskey ont atteint 930 millions d’euros en 2025 et les ventes mondiales ont enregistré cette année-là un record de 16,4 millions de caisses. Il a indiqué que la valeur économique mondiale plus large du secteur dépassait 5 milliards d’euros. L’association a également précisé que 2025 avait été marquée par des arrêts de production et la fermeture de certaines distilleries, même si le secteur a maintenu de solides ventes en valeur et en volume et attiré des investissements de partenaires internationaux.

Au cœur de la proposition du groupe figure un appel à une réduction immédiate de 10 % des droits d’accise sur les boissons. L’association a indiqué que l’Irlande applique l’un des régimes d’accise sur les spiritueux les plus élevés de l’Union européenne et a estimé que la pression fiscale n’est plus en phase avec les tendances actuelles de consommation. Elle a rappelé que la consommation d’alcool par habitant en Irlande a diminué de 35 % au cours des 25 dernières années, tandis que les taux d’accise sont restés élevés.

L’association a lié cet argument fiscal non seulement aux distillateurs, mais aussi aux bars, restaurants et entreprises touristiques qui dépendent des ventes de whiskey. Si elle était adoptée, une baisse du taux d’accise pourrait avoir un impact sur les prix en rayon et sur les prix pratiqués sur place, et pourrait aussi améliorer les marges des producteurs et des acteurs de l’hôtellerie-restauration à un moment de pression sur les coûts. Pour l’ensemble du secteur des boissons, ce débat est observé comme un signal

de la marge de manœuvre dont pourraient disposer les gouvernements européens pour alléger la pression fiscale sur les producteurs de spiritueux tout en cherchant à soutenir le tourisme et la fabrication locale.

La contribution demande aussi au gouvernement d'appuyer un effort plus large de diversification des marchés d'exportation. L'association a indiqué que les distillateurs ont déjà réduit leur dépendance aux États-Unis, la part des États-Unis dans les exportations totales d'Irish whiskey étant passée de 49 % en 2023 à 38 % en 2025. Elle a précisé que les producteurs se développaient sur des marchés comme l'Inde, le Japon, l'Afrique du Sud et le Nigeria et souhaitent un soutien public accru pour poursuivre cet effort.

Plus précisément, le groupe a demandé des équipes dédiées plus importantes au sein de Bord Bia, l'agence irlandaise de promotion des produits alimentaires, ainsi qu'un soutien direct aux exportateurs participant à des salons professionnels et à des opérations de promotion à l'étranger. Cette demande intervient alors que les distillateurs cherchent à gérer l'incertitude commerciale sur des marchés clés, notamment l'effet des droits de douane.

Les coûts de l'énergie et du transport constituent le troisième volet principal de la contribution de l'association. La distillation est gourmande en énergie, et le groupe a indiqué que les producteurs faisaient face à des hausses projetées des coûts énergétiques pouvant atteindre 20 %. Il a aussi averti de hausses des coûts du fret maritime pouvant atteindre 80 %, un enjeu important pour une activité fortement exportatrice qui dépend du transport du verre, des emballages et du produit fini au sein de chaînes d'approvisionnement mondiales.

L'association a ajouté que les hausses prévues des redevances sur l'eau non domestique entre 2026 et 2029 pourraient encore peser sur le secteur. Elle a appelé le gouvernement à mettre en place un dispositif de soutien énergétique spécifique au secteur et à absorber ces hausses tarifaires de l'eau par un financement centralisé vers Uisce Éireann, le service public irlandais de l'eau. Elle a également demandé un allègement des charges réglementaires pesant sur les petites et moyennes entreprises du secteur.

Eoin Ó Catháin, directeur de l’Irish Whiskey Association, a déclaré dans un communiqué que les performances récentes du secteur ne devaient pas masquer la pression qui pèse sur de nombreux opérateurs. Il a indiqué que les distillateurs et les producteurs régionaux faisaient face à des niveaux élevés de fiscalité intérieure, à l’inflation de l’énergie et à la hausse des coûts liés aux emballages et au transport maritime. Il a estimé qu’en l’absence d’action gouvernementale dans le budget 2027, l’Irlande risquait de ralentir la croissance régionale, de décourager l’investissement et d’affaiblir une catégorie qui a été l’un des produits d’exportation les plus visibles du pays.

L’association a indiqué que l’Irish whiskey était la seule catégorie de spiritueux à avoir accru sa part de marché en 2025, même si cette affirmation émanait du groupe sectoriel et non d’un rapport de marché indépendant publié avec la contribution. Elle a présenté ses demandes budgétaires comme un moyen de protéger les emplois et de maintenir la compétitivité du secteur à long terme.

Le calendrier de cet appel reflète un défi plus large pour les producteurs de boissons en Europe. Distillateurs, brasseurs et entreprises vinicoles ont été confrontés à des coûts d’emprunt plus élevés, à une forte volatilité des taux de fret et à une demande changeante depuis la période de la pandémie, tandis que les gouvernements ont dû arbitrer entre politique de santé publique, recettes fiscales et soutien aux producteurs nationaux. En Irlande, où le whiskey a un fort profil à l’export et un rôle important dans le tourisme, toute modification de la politique d’accise pourrait avoir des effets au-delà des seules distilleries, en influençant la demande dans l’hôtellerie-restauration et, plus largement, l’environnement de prix des boissons alcoolisées.

Pour l’heure, l’association demande au gouvernement irlandais de considérer le whiskey à la fois comme une industrie exportatrice et comme un employeur régional. Sa contribution énonce trois demandes immédiates avant le budget 2027 : une réduction de 10 % des droits d’accise sur les boissons, un soutien public accru à la diversification des marchés et un allègement des pressions de coûts liées à l’énergie, à la logistique et à l’eau, qu’elle dit peser sur le secteur.